

BOUIRA

Des dizaines de citoyens de Saharidj ferment le siège de la daïra de M'chédallah

*Les citoyens de Saharidj semblent décidés à aller de l'avant jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Et le mépris affiché par le chef de daïra qui avait refusé de se déplacer avant-hier sur les lieux, a eu pour conséquence que les mêmes citoyens qui le réclamaient comme interlocuteur fiable et valable, l'ont disqualifié hier, en fermant le siège de la daïra et en demandant à voir le wali.*

Les citoyens présents réclamaient depuis plusieurs semaines une meilleure qualité de l'eau qu'ils consommaient puisque la conduite d'acheminement de cette eau depuis la source Ainsar Aberkane n'est plus sécurisée et se trouve en quelques endroits à ciel ouvert, et la plupart du temps, des bêtes sauvages, surtout

des sangliers, meurent et se décomposent en se mélangeant avec ces eaux que les citoyens boivent. Outre la qualité de cette eau, les citoyens réclament également la rénovation du réseau d'AEP.

Cependant, face à ces revendications simples et légitimes émanant des citoyens humbles qui ne deman-

dent qu'à être écoutés, les responsables censés être là pour jouer ce rôle de médiateurs entre l'Etat et le citoyen, affectent un mépris caractérisé dont les conséquences directes se traduisent souvent par l'occupation de la rue et la proclamation d'un divorce consommé.

Hier encore, alors que les dizaines de citoyens qui s'étaient déplacés depuis leur commune vers le chef-lieu de daïra, réclamaient le wali, ce dernier n'avait pas jugé utile de diligenter un émissaire pouvant parler en son nom ou au moins les convaincre de déléguer un groupe pouvant se déplacer à Bouira pour le voir et essayer de calmer les esprits.

Bien au contraire, des milliers de citoyens d'une commune sont en colère et les responsables, à tous les niveaux, du moins, depuis le maire jusqu'au wali, affichent pour le moment un mépris total. Ainsi va l'Algérie.

Après quatre heures d'attente sous une pluie battante, les citoyens ont décidé d'eux-mêmes de rentrer chez eux calmement. Non sans se donner rendez-vous pour aujourd'hui toujours devant le siège de la daïra. En espérant que le wali daigne enfin leur envoyer un émissaire valable, autre que le chef de daïra, qui s'est disqualifié de lui-même.

Y. Y.

ILS RÉCLAMENT L'ABROGATION DE L'ARTICLE 87 BIS PAR ORDONNANCE

Les corps communs et les OP de l'éducation sortent dans la rue à Béjaïa

*En grève de trois jours depuis mardi, plusieurs dizaines de travailleurs des corps communs et ouvriers professionnels du secteur de l'éducation ont réinvesti la rue, hier, à travers une marche suivie d'un rassemblement devant le siège de la wilaya pour crier, une fois de plus, leur colère face à la dégradation de leur situation socioprofessionnelle.*

Par cette manifestation initiée par la section de wilaya des corps communs et ouvriers professionnels du secteur de l'éducation, tout en dénonçant les résultats de la dernière tripartite qui, estime-t-on, «n'a pas répondu

à leurs attentes», les travailleurs protestataires exigent du «prochain président l'abrogation de l'article 87 bis par ordonnance, car nous ne pouvons pas attendre la loi de finances 2015 pour officialiser son abrogation», a

souligné dans son intervention le S/G de l'Union de wilaya de l'UGTA.

Les protestataires réclament par la même occasion des augmentations salariales, l'intégration des contractuels et l'abrogation des statuts particuliers 08-04 et 08-05 du 19 janvier 2008. «Notre situation socioprofessionnelle se dégrade quotidiennement et le pouvoir d'achat est en chute vertigineuse. La dernière tripartite décide de renvoyer les aspirations des travailleurs à l'année prochaine, et

cela, en dépit de l'embellie financière que connaît notre pays. Les travailleurs des petites catégories ne peuvent pas encore attendre une autre année. Nous exigeons maintenant l'abrogation de l'article 87 bis», ont déclaré certains protestataires. Les travailleurs des corps communs et ouvriers professionnels du secteur de l'éducation demandent aussi «l'établissement d'un plan de carrière basé sur la promotion interne directe».

A. K.

TIPASA

Des ministres africains visitent l'autoroute Bou Ismaïl-Cherchell

*Des ministres du Mali et du Niger ont effectué, hier, une visite dans la wilaya de Tipasa, en compagnie de M. Farouk Chiali, le ministre des Travaux publics.*

Au cours de ce périple qui a permis de visiter la réalisation de l'autoroute Bou Ismaïl-Cherchell, la délégation a reçu des explications sur les caractéristiques techniques de ce tronçon d'un linéaire de 48 kilomètres, ainsi que sur les 30 tunnels destinés aux passages inférieurs et supérieurs de cette autoroute.

Le directeur des travaux publics, lors de l'exposé préliminaire a précisé l'importance des travaux de réalisation de l'autoroute Blida-Berrouaghia qui vient de démarrer à

partir de la Chiffa, avec les dédoublements des voies actuelles sur 53 kilomètres.

Ces travaux, comprenant 61 ouvrages d'art, 26 viaducs et deux grands tunnels de 2.4 kilomètres seront suivis par le prolongement de l'autoroute Berrouaghia-Ghardaïa sur une longueur de 500 kilomètres.

L'orateur a tenu à préciser, en outre, que d'autres travaux sont en cours à l'instar des travaux de la rocade Tipasa-Tizi Ouzou sur une longueur de 150 kilomètres.

Abordant une présentation du contournement de la ville de Cherchell à travers un clip vidéo, l'orateur a indiqué que les travaux d'études sont finalisés pour un coût de 100 millions de dinars et concernent un linéaire de 17 kilomètres avec 6 kilomètres de bretelles, 21 ouvrages d'art, 3 échangeurs, un tunnel de 325 mètres et 5 viaducs.

Dans la déclaration faite à la presse, M. Chiali, ministre des Travaux publics, a affirmé que «l'autoroute Alger-Aïn-Guezzam-Niger permettra un véritable désenclavement des pays du Sahel à l'instar du Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Nord du Nigeria, particulièrement avec l'utili-

sation des infrastructures portuaires algériennes, qui leur permettra un accès direct sur la Méditerranée», et ajoute, que «ces pays sont favorables à l'utilisation des infrastructures portuaires algériennes à travers l'utilisation de la Transsaharienne. Des postes communs algéro-nigériens sont prévus à cet effet, et constituent un guichet unique pour faciliter le transport». Dans ce cadre, le ministre des Travaux publics a déclaré qu'«économiquement parlant, la présence algérienne est hautement souhaitée par ces pays, sachant que ces derniers sont impressionnés par nos réalisations».

Houari Larbi

M'SILA

Le conseil médical s'attelle à la formation continue des médecins

Devant le manque de médecins spécialistes, notamment en gynécologie, le conseil médical de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Slimane Amirat de M'sila a organisé ce mardi une journée d'étude qui rentre dans le cadre de la formation des médecins généralistes, des anesthésistes et des sages-femmes en vue de faire face à des complications qui peuvent surgir lors des accouchements surtout des femmes présentant différentes pathologies.

Ces rencontres d'études sont programmées une fois par semaine et à chaque occasion, un thème est abordé par le médecin-formateur, le docteur réanimateur M. Larbi Nabi, président du conseil médical de l'EPH Zehraoui de M'sila.

A cet effet, le docteur Dechoucha Souhila, médecin-chef de la maternité Slimane Amirat a déclaré en cette circonstance : «Ainsi les médecins en cours de formation ne quitteront pas leurs postes de travail et profiteront de ces rencontres devenues une opportunité de communication en vue d'améliorer la qualité des soins, participer à l'évolution des médecins et faire sortir des protocoles d'activité spéciale pour le service qui sera un support pour les médecins généralistes au niveau des hôpitaux et dans les centres de soins situés dans les zones rurales».

Pratiquement, l'EHS Slimane Amirat est la seule clinique de maternité dans la wilaya qui enregistre un afflux important de femmes enceintes venant de toutes les communes voire des wilayas limitrophes. D'ailleurs on y recense 30 à 40 accouchements par jour et 150 à 200 consultations/jour.

Cet établissement connaît une amélioration et un agrandissement de la structure avec l'installation d'ascenseurs, l'ouverture du bloc opératoire et la mise en service d'un pavillon des urgences ; ces travaux ont été lancés l'an passé par l'ex-directeur de la santé de wilaya démis de son poste. Avec tous ces progrès, l'EHS ne bénéficie que des services de la convention signée avec des médecins privés spécialistes en gynécologie.

A. Laïdi